

# UE et gaz de schiste

L'UE regardera-t-elle passer le train de la révolution du gaz de schiste américain ?

mardi 25 mars 2014, par [Thierry BROS](#)

**Les tensions nées de la crise ukrainienne entre la Russie et l'Union européenne reposent une nouvelle fois la question de la dépendance gazière de l'UE à l'égard du Kremlin. Voilà qui peut conduire à oser une veille sur les hydrocarbures de schistes, considère T. Bros.**

L'EXPLOITATION du [gaz de schiste aux Etats-Unis](#), une révolution dans le domaine des matières premières, a entraîné de nombreuses conséquences au niveau mondial. Sur le plan économique, parmi les plus importantes citons :

- . le charbon américain, peu cher, concurrence [en Europe](#) le gaz pour la génération électrique ;
- . [les Etats-Unis](#) pourraient imposer globalement des prix spots gaziers à la place des contrats long terme historiquement indexés sur le prix du pétrole ;
- . les producteurs doivent s'adapter et investir dans des projets amont moins coûteux.

## **Le charbon américain, peu cher, concurrence, en Europe, le gaz pour la génération électrique**

La forte croissance de la production du gaz de schiste aux [Etats-Unis](#) (+25% entre 2007 et 2012 pour la production totale gazière des Etats-Unis) a entraîné les prix à la baisse et a favorisé l'utilisation du gaz plutôt que du charbon pour la génération électrique locale. Une partie de la production américaine de charbon a donc perdu son débouché historique vers les centrales électriques et a donc été exportée. Cet afflux a ainsi fait baisser les prix internationaux du charbon, lequel est alors devenu, [en Europe](#), plus rentable que le gaz pour la génération électrique. La forte croissance de la production du gaz de schiste américain a donc entraîné une baisse significative de la demande gazière [en Europe](#) (-12% entre 2010 et 2012) ! Force est aussi de constater que la renaissance nucléaire américaine a été stoppée bien avant [l'accident de Fukushima \(11 mars 2011\)](#) ; il est inenvisageable d'investir dans la construction de coûteuses centrales nucléaires puisque la production d'électricité à partir de gaz est imbattable pour ses coûts de revient.

Les Etats-Unis pourraient imposer globalement des prix spots gaziers à la place des contrats long terme historiquement indexés sur le prix du pétrole.

Face à cette forte baisse de la demande et au différentiel de prix (de l'ordre de 3 fois plus cher en Europe par rapport qu'aux Etats-Unis), les "utilities" européennes ont été obligés d'engager des révisions contractuelles avec leurs fournisseurs historiques ([Russie](#), Norvège, Algérie, [Qatar](#), etc.). Grâce à ces renégociations, en 2013, la majorité du gaz acheté en Europe est, pour la première fois, lié à des prix spot. Et, dans un marché aujourd'hui mondialisé, la problématique des approvisionnements en hydrocarbures ne peut plus être déconnectée des prix. Même [le riche Japon](#) ne peut accepter de payer éternellement son gaz 4 fois plus cher que les américains. Ce différentiel de prix incite maintenant les acheteurs Japonais,

Coréens et [Chinois](#) à ne plus signer des contrats où le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole. Il est probable qu'à l'horizon 2020, le prix directeur du gaz, comme hier celui du pétrole, sera fixé aux Etats-Unis.

## **Les producteurs doivent s'adapter et investir dans des projets amont moins coûteux**

Pour bénéficier de ce différentiel de prix entre les zones géographiques, des terminaux de liquéfaction sont en construction aux Etats-Unis pour exporter ce gaz vers des zones où le prix est plus rémunérateur. Avant cette révolution, la ressource gazière était concentrée dans quelques pays ([Iran](#), Russie, Qatar) limitant de facto les possibilités d'investissement. Maintenant, les Etats-Unis offrent une ressource abondante à un coût d'extraction faible : le rêve des investisseurs !

Le gaz en Amérique du Nord montre aussi que la tendance des prix énergétiques n'est pas forcément que haussière. Les sociétés énergétiques sont donc dans l'obligation d'abandonner les projets pharaoniques, comme celui de Stockman en Russie, qui ne peuvent être rentables qu'avec des prix élevés du gaz.

Après celle du gaz, la révolution du pétrole de schiste s'annonce encore plus rapide (la production pétrolière américaine devrait croître de 30% entre 2012 et 2014). La ressource limitée devient alors le capital financier et non les réserves d'hydrocarbures. Les pays producteurs de pétrole et de gaz qui avaient jusqu'à présent bénéficié d'une rente doivent maintenant s'adapter. Les investisseurs vont délaisser les pays à risque (en particulier ceux du cartel de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) pour se recentrer vers les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (pour leur sécurité juridique) et la Chine (pour sa forte demande).

## **La révolution du gaz et du pétrole de schiste va changer profondément la donne géopolitique...**

La production non conventionnelle (gaz et pétrole) permet aussi de revisiter les questions de **dépendance énergétique**. L'Amérique du Nord (déjà exportatrice de charbon) va devenir net exportatrice de gaz et peut être auto suffisante en pétrole. Et si les Etats-Unis n'ont plus besoin d'importer du pétrole du Moyen Orient, il n'est pas impossible que les responsables américains commencent à revoir leur soutien inconditionnel à l'Arabie Saoudite, dont le régime actuel est très loin des standards des démocraties occidentales.

### **... mais l'Europe risque de se retrouver sur le bord de la route**

Par rapport aux prix américains, le surcoût annuel de la facture gazière de l'Europe est de l'ordre de 100 milliards d'euros, soit 0,8% de notre PIB. Ce différentiel de compétitivité ne pourra se réduire que si nous produisons du gaz de schiste, mais cela semble peu probable d'ici 2020. Nous devons donc intégrer que les Etats-Unis vont continuer à bénéficier d'un avantage compétitivité dans l'énergie. Le coût de production du gaz de schiste en Europe n'étant pas encore connu, il est aventureux d'avancer un niveau de production. Toutefois une production européenne (même limitée) pourrait instaurer une amorce de concurrence. Nos fournisseurs historiques pourraient alors être incités à modérer leurs prix. **Sans production d'hydrocarbures de schiste notre dépendance énergétique va mécaniquement croître et nos marges de manœuvre vis-à-vis des pays producteurs vont se réduire...**

L'Europe restera-t-elle dépendante de la Russie pour le gaz et du Moyen-Orient pour le pétrole ?

Une hypothétique production d'hydrocarbures non conventionnels nécessitera d'abord une phase

d'exploration qui pourrait être un moyen de faire pression lors des négociations avec nos vendeurs historiques.

En refusant la production de gaz de schiste sur son territoire, **l'Europe restera dépendante de la Russie pour le gaz et du Moyen-Orient pour le pétrole**. Il est peut être temps de regarder les avantages comparatifs entre une production raisonnée de pétrole de schiste en Europe et l'envoi systématique de pétrodollars à des régimes peu recommandables (comme ce fut le cas pour l'Iraq de Hussein, la [Libye de Kadhafi](#) et l'Iran d'Ahmadinejad). Les politiques énergétiques nécessitent des milliards de \$ et se construisent sur la durée. Aussi si l'Europe veut réduire, à l'avenir, sa dépendance pétrolière vis-à-vis de la famille Saoud (dont la pérennité sur le trône n'est pas garantie si les Etats-Unis venaient à revoir leur soutien), il est alors grand temps de considérer enfin une production locale non conventionnelle d'hydrocarbures... Pour en garantir l'acceptabilité par les populations locales, les politiques devront s'appuyer sur des organismes de régulation indépendants et proposer une utilisation intelligente de cette nouvelle manne financière.

Quelle régulation ?

Toute activité humaine est génératrice de pollution. Il faut donc en déterminer les niveaux acceptables pour les populations et les contrôler par des institutions indépendantes, **l'auto régulation n'ayant jamais conduit à des résultats satisfaisants**. Alors les industriels seront conduits à opérer dans un cadre réglementaire très strict (transparence totale des opérations vis-à-vis des citoyens, récupération et traitement des fluides de fracturation, contrôle sismique, remise en état des terrains, etc.) et avec des marges économiques opérationnelles plus faibles que celles habituellement constatées dans les activités de production pétrolière classique. Pour ce qui est de la forte consommation d'eau et de l'injection de produits chimiques, les recherches actuelles permettront d'apporter rapidement des solutions plus écologiques. Les citoyens devront faire le choix d'une croissance raisonnée alliant croissance et respect de l'environnement. Certains pays choisiront de bénéficier de cette nouvelle ressource, d'autres non. Rappelons que même aux Etats-Unis dans certains états même la fracturation hydraulique est interdite.

### **A minima, la France pourrait procéder à une veille technologique, économique et écologique de cette ressource**

Mais comment concilier nos objectifs d'un monde décarboné avec une production d'hydrocarbures de schistes ? Le faible coût du gaz aux Etats-Unis nuit au développement des énergies renouvelables, dont l'utilisation est encore peu compétitive économiquement. Mais grâce à l'utilisation du gaz à la place du charbon pour la génération électrique, les Etats-Unis voient leur niveau de pollution (impact CO2) baisser. Les gouvernements pourraient donc proposer à leurs citoyens **d'utiliser rationnellement cette nouvelle manne pétrolière pour doper la recherche sur les énergies renouvelables. Le gaz de schiste serait donc un fuel de transition pour nous permettre d'aboutir, à moindre frais, à un monde décarboné**. Faute d'exploration, la France devrait au moins procéder à une **veille technologique, économique et écologique de cette ressource**, veille qui permettrait de créer de nouveaux emplois très qualifiés et d'indiquer aux marchés financiers et aux producteurs traditionnels notre volonté de voir les prix baisser. Même sans produire du gaz de schiste nous pourrions en acceptant une phase de recherche, bénéficier d'un impact baissier sur les prix futurs du gaz. C'est ce que la Grande-Bretagne est en train de réaliser.

*Manuscrit clos le 1er décembre 2013*

*Copyright Mars 2014-Bros/Diploweb.com*

**P.-S.**

Thierry Bros a travaillé 20 ans dans le secteur gazier. Il est l'auteur du livre « After the US shale gas revolution » (éd. Technip, 2012).